

**Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,
Chers frères et sœurs membres et sympathisants du Cercle,**

Je tiens tout d'abord à vous remercier d'être venus nombreux parmi nous rehausser de votre présence l'éclat de la sortie officielle de notre association.

Chers jeunes, chers frères et sœurs,

Il y a deux (2) ans, vous avez créé une association dénommée « Cercle des Républicains pour un Nouvel Ordre National ». Vous m'en aviez alors confié la présidence d'honneur.

Je n'ai pas hésité d'accepter ce titre honorifique convaincu que nous partageons tous, les mêmes objectifs nobles et républicains.

Chers jeunes, chers frères et sœurs,

Je me suis posé la question de savoir qu'est-ce qui vous a inspiré ou guidé pour appeler notre association « Cercle des Républicains pour un Nouvel Ordre National ».

Ce que je sais et dont je me souviens encore c'est qu'enfant puis adolescent, j'ai appris, autour du cercle, à écouter les autres, à partager avec les autres, à aimer les autres et à cultiver l'amour du prochain, bref, autour du cercle avec les autres enfants du village, j'ai appris à écouter le grand-père « conter », j'ai appris que le vol, le mensonge, la violence étaient des interdits. A cette époque-là, dans notre village, il n'y avait pas d'église donc pas de catéchisme pour apprendre que le vol, le mensonge, la violence étaient des péchés.

Chers jeunes, chers frères et sœurs,

Je voudrais vous dire que pour moi, l'avenir est derrière le dos. C'est vous qui avez un avenir. L'avenir c'est demain, or demain se prépare aujourd'hui et non demain. Mais comment donc préparer demain si le fonctionnement de la démocratie n'est pas tel qu'il permette de mieux répondre aux besoins et aux préoccupations des citoyens ordinaires, si les populations ne sont pas à même de demander des comptes aux décideurs, si l'action publique d'aujourd'hui ne tient pas compte des générations futures. L'idéal démocratique est qu'au-delà de la simple possibilité d'exprimer son air et ses préférences, le peuple exerce un contre-pouvoir sur les dirigeants et ait les moyens d'influencer les décisions. C'est malheureusement un rêve inaccessible pour le peuple congolais à qui on applique le principe de « le chien aboie, la caravane passe ».

Quelle valeur allons-nous accorder par exemple, aux échéances de deux mil sept (2007) si l'on organise les élections de sorte à empêcher le peuple de sanctionner ceux qui se sont montrés irresponsables tout au long du mandat qui va bientôt prendre fin.

**Mesdames et Messieurs,
Chers frères et sœurs,**

Une association comme son nom l'indique n'est pas un parti politique. Elle est selon le Larousse, un groupe de personnes réunies pour atteindre un but commun ou pour défendre les mêmes intérêts. Et j'ajoute, pour ce qui nous concerne, que l'association C.R.N.O.N. est un groupe de personnes qui ont accepté de manière tout à fait bénévole, en tout cas les mains nues, de s'engager ensemble dans le combat démocratique en vue d'obtenir que le Congo soit mieux géré.

Le C.R.N.O.N. doit être un lieu d'interpellation et de suggestions sur tous les sujets d'intérêt national.

Mesdames et Messieurs,

La corruption rampante qui ravage notre pays, la déconfiture de notre Etat, la débâcle de l'autorité d'état avec son corollaire l'impunité sont ici des signes irréfutables de la mort de notre Etat qui n'a d'existence aujourd'hui que le nom.

En réalité que sommes nous devenus aujourd'hui ?

Une communauté nationale dont le tissu social est fortement érodé au sein de laquelle l'unité est mise à mal, plusieurs citoyens se haïssent et attendent des opportunités pour se régler les comptes.

- Un pays où l'opulence d'une minorité côtoie la misère du plus grand nombre. Des individus enrichis narguent le peuple qui vit misérablement.
- Un pays où la dégradation de la situation sociale prend chaque jour des proportions inquiétantes, où l'accès aux soins élémentaires de santé a disparu. Le taux de mortalité a atteint des niveaux record. Les populations dans leur grande majorité tirent le diable par la queue pour se nourrir et envoyer les enfants à l'école. Bref, la misère occupe tous les paliers de la vie courante.
- Un Pays où le Service du casier judiciaire n'est plus tenu voici plus d'une décennie et du coup, chacun de nous est blanc comme neige.
- Un pays où la réquisition de transport pour les fonctionnaires mutés, la distribution du courrier postal, l'envoi du télégramme ou d'un mandat télégraphique à travers le territoire national ne sont plus que des souvenirs lointains.
- Un pays où le contrôle des étrangers n'est plus effectué, où on peut s'installer sans titre de séjour. Ce qui est le cas des milliers de nos frères africains qui circulent librement sur le territoire national sans éprouver la nécessité de se mettre en règle.
- Jadis respecté, aujourd'hui humilié par les guerres civiles récurrentes et inutiles, notre pays, perd chaque jour ses repères et ressemble à une boussole détraquée qui n'indique ni le nord, ni le sud.

Notre justice qui devait être le rempart de la démocratie devient malheureusement un sujet d'interrogation à cause du comportement, on ne peut plus douter de certains de nos magistrats.

Dans les quartiers de Brazzaville et de Pointe-Noire, à la campagne, la présence de notre force publique ne rassure plus nos populations. L'uniforme de nos agents de l'ordre au lieu de sécuriser les citoyens fait quelque fois peur. Le soldat, le policier, le gendarme d'une force publique peuvent tout semer dans un pays, sauf le désordre.

Mesdames et Messieurs, chers frères et sœurs,

Le chômage des jeunes aujourd'hui n'est pas un phénomène propre à la République du Congo notre pays. Mais le manque de perspectives claires sur l'avenir de la jeunesse doit être une préoccupation pour notre association qui doit à son tour interpellier le gouvernement de la République.

Mesdames et Messieurs,

Notre pays est riche, immensément riche. Comment donc comprendre qu'avec une population de trois millions (3.000.000) d'habitants notre peuple soit entrain de vivre au plan social les moments les plus difficiles de son histoire.

L'or noir qui constitue notre principale ressource d'exportation rapporte aujourd'hui des revenus très élevés et même inespérés. Mais l'opacité qui entoure la gestion de ses revenus mainte fois dénoncée par les organisations internationales ne peut laisser indifférent notre parlement et les citoyens mus par le souci du bien être collectif.

Mesdames et Messieurs, distingués invités,

Je n'ai pas la prétention de vouloir passer pour un donneur de leçons. Mais devant ce constat amer de crise de gouvernance, devant l'angoisse de la jeunesse et la peur de l'avenir qui animent tous les congolais confondus, fonctionnaires, retraités, chômeurs, je n'ai eu ni la force ni l'hypocrisie d'être indifférent à la cause du peuple. Même faire semblant ne m'a pas été possible.

Trois ans après mon cri de cœur de septembre 2003 et trois mois après mon cri d'alarme du 4 novembre 2005, la situation n'a pas toujours changée. Elle a même empiré.

Mesdames et Messieurs, distingués invités,

Le Général Charles De Gaule déclarait dans un contexte précis, je cite : « lorsque ton pays est en péril, il faut refuser d'obéir à la discipline aveugle ».

Fort de cet aphorisme, j'ai transgressé le devoir d'obligation de réserve que m'impose mon statut d'officier général pour adresser en septembre 2003, dans un élan patriotique et fraternel une lettre au Président de la République pour l'interpeller sur la dérive nationale, les dérapages dans la gestion des affaires publiques et la paupérisation avancée de la grande majorité de la population. Et récemment le 4 novembre 2005, j'ai accordé une interview sur RFI pour lancer au Président de la République non plus un cri de cœur comme hier, mais un cri d'alarme.

D'aucuns ont salué mes initiatives, d'autres par contre les ont fortement contestées au point de me soupçonner de chercher comment aller à la soupe. La question qui me revient toujours à l'esprit avec étonnement est celle de savoir si j'ai vraiment besoin d'une démarche aussi grave et s'il me faut tant de sacrifices pour simplement aller à la soupe.

Devant l'immobilisme, voire l'hibernation des partis politiques, ma démarche hier solitaire aujourd'hui associative traduit l'unique souci de voir les congolais vivre les meilleures conditions sociales dans la paix et l'unité.

Mesdames et Messieurs, distingués invités,

Je suis conscient que nous sommes dans un moment où nombreux sont ceux qui préfèrent garder hypocritement le silence en public et exceller dans la critique de salon ou de salles de réunion, nombreux sont ceux qui devant le péril de notre état, préfèrent hélas défendre leurs intérêts en profitant de la confusion et du désordre qui règnent dans le fonctionnement de nos institutions.

A toutes ces âmes tièdes qui croient que réussir en politique c'est de se faire nommer à un poste et le conserver, je dis arrêtez d'insulter le peuple congolais, ce peuple qui a un passé digne et qui ne mérite pas le sort que nous lui réservons.

Dans son livre : « le Fleuve, le Manguier et la Souris », le Président de la République, hier candidat à la présidence de la République, avait ressenti ce que je ressens aujourd'hui en écrivant dans son ouvrage à la page 110 je le cite : « si l'évolution politique et économique du Congo avait été conforme à mes espérances, j'aurais pu continuer à m'occuper de ma ferme et me contenter de prêter main forte à ceux qui tentent de résoudre les problèmes de l'Afrique ».

Ce n'est malheureusement pas le cas et je renonce à rester davantage à l'écart de la vie politique. J'estime de mon devoir de mettre au service de mes compatriotes l'expérience que j'ai acquise.

Je me trouve, poursuit-il, dans l'obligation morale de remettre sur les rails le processus démocratique...

A la page 111, il écrivait : « Rester indifférent au spectacle d'un Congo en train de sombrer, ne rien entreprendre, signifierait tromper ceux qui mettent leurs espoirs en moi et trahir le serment que je m'étais fait, jadis, de servir mon pays ».

Franchement quel homme politique, quel homme d'Etat digne de ce nom ne dirait pas la même chose dans la situation dramatique que vit notre Pays aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs,

Chers frères et sœurs,

La démocratie n'est pas un don, ce n'est pas au gouvernement de nous faire don de démocratie, c'est à nous de l'exiger en prenant le peuple à témoin.

A moins d'un an des élections législatives de 2007, et à trois ans de la présidentielle de 2009, l'ensemble du dispositif qui concourt à un scrutin libre et transparent est loin d'être mis en place. En effet la carte nationale d'identité maintes fois annoncée par les autorités nationales reste au stade de simple promesse. Il y a qu'en lieu et place de cette carte, l'état délivre aux citoyens voici plus d'une décennie de simples attestations d'identité dont la validité est très limitée dans le temps.

Mesdames et Messieurs,

Quel crédit peut-on aujourd'hui accorder aux attestations d'identité, une pièce peu fiable, distribuée au mépris des lois et règlements de la République, puisqu'il est aujourd'hui de notoriété publique que des étrangers établis dans notre pays peuvent sans difficulté aucune se procurer ces documents. Comment donc comprendre et accepter s'il vous plaît qu'à 45 ans d'indépendance, en plein 21^{ème} siècle, notre pays soit encore à fonctionner avec des attestations d'identité tenant lieu de carte nationale. Quel scandale ? Avons-nous encore un état ?

**Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,**

Pour garantir la régularité, l'honnêteté et la transparence des élections, une commission électorale indépendante doit être créée pour gérer toutes les opérations préélectorales, du recensement spécial à l'organisation des scrutins jusqu'à la publication des résultats.

Chaque congolaise, chaque congolais a encore en mémoire le tripatouillage électoral de 2002, qui aurait pu provoquer de nouvelles violences dans le pays si chacun de nous n'était pas guidé et animé du souci de paix, d'unité et de concorde nationales après les guerres civiles à répétition. A propos justement de ces guerres civiles, je ne peux passer sous silence la situation dans le département du pool où des miliciens peuvent impunément interrompre le trafic ferroviaire et routier, organiser des pillages et des viols, terrifiant ainsi les paisibles populations qui n'ont que trop souffert voici maintenant huit ans.

Dans ce département, des milliers d'enfants en âge scolaire n'ont plus été à l'école, voici maintenant huit ans. Plusieurs d'entre eux qui avaient six ans en 1998 et dont l'âge oscille entre 12 et 13 ans sont aujourd'hui totalement analphabètes.

Il y a en effet dans le pool une situation de ni paix, ni guerre qui suscite inquiétude. Il est temps que l'autorité de l'état soit rétablie dans le département du pool.

Que la libre circulation des personnes et des biens ne soit plus entravée par l'activisme des hors la loi qui ont pris toute une région en otage.

**Mesdames et Messieurs,
Distingués invités,**

J'en appelle à vous tous, société civile, responsables de structures politiques, pour que nous prenions nos responsabilités et que nous nous retrouvions en conclave pour réfléchir ensemble sur la marche de notre démocratie afin de mieux répondre

aux attentes du peuple. De ce conclave pourrait certainement sortir une alliance à la fois pour s'attaquer aux déficits démocratiques dans notre Pays, d'assumer de façon décisive notre rôle de contre-pouvoir et d'exiger que soit mis fin à l'impunité, que soit respectée la constitution qui est foulée aux pieds par ceux-là même qui nous l'ont proposée.

Chers frères, chères sœurs du Cercle des Républicains,

J'ai voulu tracer à grands traits les lignes directrices qui devraient guider votre réflexion et votre action. Je ne doute pas un seul instant de vos capacités intellectuelles et morales de résister aux pressions diverses et d'apporter une contribution de qualité sans compromission, dans les débats sur les différents sujets que je viens d'énumérer.

Mesdames et Messieurs, distingués invités,

Chers frères, chères sœurs du Cercle des Républicains,

Au-delà de cette journée du 25 février 2006, par delà cette sortie officielle, c'est vers tous mes compatriotes que je me tourne, vers tous ceux qui constatent avec inquiétude que notre société est en péril mais qui n'osent encore élever la voix pour la sauver.

On ne prépare pas l'avenir dans le désenchantement, le repli sur soi ou le consentement aveugle. Vous qui êtes assoiffés de justice, vous que l'injustice révolte, vous que l'impunité blesse, vous qui connaissez le prix de l'effort, de la droiture, de la rigueur et de la sincère solidarité, vous qui savez enfin que la responsabilité est le véritable fondement de la dignité de l'homme,

A vous tous, je dis : n'attendez plus.

N'attendez plus et rejoignez-nous

Bonne rentrée politique pour cette année 2006, année charnière des élections de 2007, à tous les responsables politiques présents dans cette salle.

Vive le Congo uni et prospère – vive la démocratie !

Je vous remercie